

Unité départementale des Bouches du Rhône
16, rue Zattara
CS 70248
Cedex 03
13331 Marseille

Marseille, le 15/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2022

Contexte et constats

Publié sur 

LAFARGE GRANULATS

Quartier du Grand Vallon
13560 Sénas

Références : D-1375-AIX-2022

N° AIOT : 0006401323 (référence à rappeler dans toute correspondance)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2022 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté Départementale 73A 13560 SENAS. L'inspection a été annoncée le 11/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- Départementale 73A 13560 SENAS
- Code AIOT : 0006401323
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Exploitation d'une carrière à ciel ouvert avec extraction à sec de matériaux colluvionnaires par engins mécaniques (chargeuses et pelles) sans tir de mines. La carrière est aussi autorisée à recevoir et traiter des déchets inertes pour valorisation et réaménagement.

Ces matériaux sont destinés à alimenter par campagnes, une installation mobile de broyage/concassage/criblage pour la fabrication de sables et graviers.

Le thème de visite retenu est ls suivant :

- empoussièrement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	ÉVALUATION DES ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES	Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, article 2.1	/	Observation

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	ÉVALUATION DES ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES	Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, article 2.3	/	Sans objet
3	Dispositifs de surveillance des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, article 4.2	/	Sans objet
4	INDICATEURS DE SUIVI DES POUSSIÈRES DIFFUSES	Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, article 6.1	/	Sans objet
5	INDICATEURS DE SUIVI DES POUSSIÈRES DIFFUSES	Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, article 6.2	/	Sans objet
6	Niveau d'activité	Arrêté Préfectoral du 25/03/2021, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite d'inspection du 29/06/2022, aucun constat ne doit faire l'objet d'action corrective de la part de l'exploitant. Il est toutefois demandé à l'exploitant de mettre à jour son plan de surveillance des émissions de poussières en intégrant les bonnes références réglementaires (*cf. Observation constat n°1 ci-après*).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : ÉVALUATION DES ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, État des lieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : ARTICLE 2 : ÉVALUATION DES ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES 2.1 — État des lieux L'exploitant met en place un plan de surveillance des émissions de poussières tel que défini aux articles 19.5 et 19.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières. En outre, ce plan de surveillance définit toutes les dispositions utiles que l'exploitant met en place sur ses installations pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières canalisées et diffuses. Il précise les conditions et les périodicités d'entretien des dispositifs mis en œuvre afin qu'ils gardent en permanence une efficacité maximale. Ces dispositions, ainsi que les améliorations programmées, sont décrites dans le plan de surveillance, mis à jour à chaque modification importante des conditions d'exploitation et au moins tous les cinq ans. Ce plan précise les conditions d'implantation de la station de mesures (station météo) mise en place sur le site conformément à l'article 19.8 de l'arrêté susvisé selon les bonnes pratiques, notamment la norme JS019289:2015. Ce document, mis à jour notamment selon les dispositions de l'article 7 du présent arrêté, est transmis à l'Inspection des installations classées sous 3 mois, accompagné de la feuille de calcul citée au paragraphe 2.2.2 du présent arrêté. Les mises à jour ultérieures du plan de surveillance sont tenues à disposition de l'Inspection.
Constats : L'exploitant a mis en place un plan de surveillance des émissions de poussières tel que défini aux articles 19.5 et 19.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières. Ce plan de surveillance (PDS) version juin 2021 définit des dispositions utiles que l'exploitant met en place sur ses installations pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières canalisées et diffuses. Il précise aussi les conditions et les périodicités d'entretien des dispositifs mis en œuvre. Toutefois le PDS version juin 2021 ne précise pas les conditions d'implantation de la station de mesures (station météo) et ne mentionne pas l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021-55-PC du 26 mars 2021 et son seuil de 350 mg/m ² /jour applicable à partir de 2022. Le PDS affiche des mesures communes en cas d'alerte N1 ou N2, mais manque de performance notamment pour le niveau N2. Par courriel du 09/08/2022, l'exploitant a transmis à l'IIC le plan de surveillance des poussières mis à jour, qui inclut les modifications suivantes : <ul style="list-style-type: none">- mise à jour du point 3 avec segmentation des actions par niveau N1 et N2,- renforcement des moyens de protection sur N2,- modification du plan en intégrant la station météo, Le plan de surveillance des émissions de poussières n'est cependant pas correctement mis à jour : <ul style="list-style-type: none">- il ne prend pas en compte l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021-55-PC du 26 mars 2021 relatif aux émissions de poussières avec son seuil de 350 mg/m²/jour applicable à partir de 2022 ;- il maintient la référence de 500 mg/m²/jour applicable jusqu'à fin 2021 ;- il mentionne l'arrêté n°2021-163 PC du 26/03/2021 qui est lui relatif à l'exploitation de la carrière (modification de la durée, du tonnage, GF...).
Observations : Dans l'échéance de 15 jours associée à ce constat, l'exploitant met à jour le PDS et en fait la transmission au Préfet.
Type de suites proposées : Susceptibles de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : ÉVALUATION DES ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan annuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le résultat de l'évaluation des émissions diffuses et les valeurs des mesures des rejets canalisés visés au paragraphe 4.1 sont transmis annuellement à l'Inspection des Installations Classées. Les valeurs des mesures des rejets canalisés visés au paragraphe 4.1 sont renseignées annuellement dans la base GEREPP conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. Le résultat de l'évaluation des émissions diffuses et canalisées faite au point 2.2.2 est renseigné dans la base GEREPP si les seuils de déclaration sont dépassés.
Constats : Il n'y a pas de rejet canalisé pour cette carrière. Le résultat de l'évaluation des émissions diffuses de l'année 2021 a été transmis à l'Inspection des Installations Classées le 23/02/2022 avec le rapport annuel de la carrière. Le résultat de l'évaluation des émissions diffuses a été renseigné dans la base GEREPP pour l'année 2021 et le seuil de 500 mg/m ² /j a fait l'objet d'un dépassement constaté lors de la campagne n°14 (faite au second trimestre). Il concerne les jauges : - n°1 (référence) avec 795 mg/m ² /j - n°2 (sud/est du site) avec 672 mg/m ² /j L'exploitant mentionne un épisode de poussières du Sahara. Toutefois il n'est pas constaté de dépassement du seuil en moyenne annuelle glissante (campagne 9 à 16, cf. rapport SGS du 13/01/2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositifs de surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, article 4.2
Thème(s) : Situation administrative, Émissions de poussières diffuses – plan de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les carrières dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes, un réseau approprié de mesure des retombées de poussières dans l'environnement, conforme à la norme NF X 43-014 (2017), est mis en place. Ce réseau est décrit dans le plan de surveillance demandé à l'article 2.1 du présent arrêté, et comprend les stations de mesures définies à l'article 19.6 de l'arrêté du 22 septembre 1994 susvisé dont la fréquence de mesure est définie au même article. Le nombre de points de mesure et la fréquence des mesures pourront être modifiés après accord de l'Inspection des Installations Classées, sur présentation par l'exploitant de résultats régulièrement inférieurs à 0,35 g/m ² /jour sur une période de huit campagnes successives. Un rapport est transmis à l'Inspection des Installations Classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réception des dernières mesures de la période de 30 jours concernée avec les commentaires nécessaires. Ce rapport résume également la situation météorologique délivrée par la station météo locale (épisodes de vent > 50 km/h, orientation du vent, pluviométrie, température,...).
Constats : La carrière de SENAS a une production annuelle moyenne autorisée de 100 000 tonnes suite à l'APc 2021-163 PC du 26/03/2021, qui est inférieure seuil de 150 000 tonnes imposant un réseau approprié de mesure des retombées de poussières dans l'environnement suivant la norme NF X 43-014 (2017). Un réseau approprié de mesure des retombées de poussières dans l'environnement, conforme à la norme NF X 43-014 (2017) est cependant mis en place par l'exploitant, il est décrit dans le plan de surveillance. Le rapport PRELEVEO du premier trimestre (17/02/2022 au 18/03/2022) établi le 22/04/2022 a été remis à l'Inspection des Installations Classées lors de la visite d'inspection. Le rapport PRELEVEO du second trimestre (17/05/2022 au 15/06/2022) établi le 29/07/2022 a été transmis à l'Inspection des Installations Classées par courriel le 09/08/2022. Ces rapports comportent les commentaires nécessaires et résumeent également la situation météorologique délivrée par la station météo locale (épisodes de vent > 50 km/h, orientation du vent, pluviométrie, température,...).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : INDICATEURS DE SUIVI DES POUSSIÈRES DIFFUSES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Définition des indicateurs de suivi des retombées de pouss...
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les objectifs retenus pour la surveillance des retombées de poussières, avec un système de jauges, sont pour les jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 0,5 g/m²/jour en moyenne annuelle glissante - 0,35 g/m²/jour en moyenne annuelle glissante à compter des campagnes démarrées au 1^{er} janvier 2022. <p>Après le 1^{er} janvier 2024, l'objectif à atteindre peut être reconsidéré au regard des résultats obtenus lors des mesures effectuées et en fonction des connaissances sur les émissions de particules fines acquises à ce moment-là.</p>
<p>Constats : L'objectif de 0,5 g/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour l'année 2021 concerne les jauges de type (b) du plan de surveillance n°3 et 4.</p> <p>En moyenne annuelle glissante sur les campagnes n°9 à 16, le rapport SGS 2021 du 13/01/2022 fait état d'absence de dépassement de l'objectif.</p> <p>La valeur la plus élevée en moyenne annuelle glissante, concerne la jauge n°2 de type (c) pour les campagnes 11 à 14 avec 385 mg/m²/j. Et la valeur la plus élevée en moyenne annuelle glissante, pour les jauges de type (b) concerne la jauge n°4 pour les campagnes 13 à 16 avec 263 mg/m²/j.</p> <p>L'objectif de 0,35 g/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour l'année 2022 concerne les jauges de type (b) du plan de surveillance n°2, 3 et 4.</p> <p>Le rapport PRELEVEO du 24/04/2022, relatif à la campagne 17 du premier trimestre 2022, fait état d'absence de dépassement de l'objectif. La valeur la plus élevée concerne la jauge n°4 de type (b), avec 309 mg/m²/j.</p> <p>Le rapport PRELEVEO du 29/07/2022, relatif à la campagne 18 du second trimestre 2022, fait état d'absence de dépassement de l'objectif en moyenne annuelle glissante. La valeur la plus élevée, concerne la jauge n°4 de type (b), avec 221,6 mg/m²/j dont la moyenne annuelle glissante est de 199,9 mg/m²/j.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : INDICATEURS DE SUIVI DES POUSSIÈRES DIFFUSES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassement des objectifs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En cas de dépassement des valeurs citées au paragraphe 6.1 ci-dessus, une analyse détaillée est réalisée et transmise à l'Inspection pour expliquer les raisons de ce dépassement en tenant compte notamment des conditions météorologiques sur la période considérée. Si le dépassement n'est pas dû à des conditions météorologiques exceptionnelles, l'exploitant propose à l'Inspection des Installations Classées, dans un délai d'un mois à compter du constat de celui-ci, un programme de réduction complémentaire des émissions de poussières et un échéancier de mise en œuvre associé. Un bilan de ces dépassements et des programmes de réduction associés figure dans le rapport d'exploitation annuel.</p>
<p>Constats : Pour l'année 2021, le dépassement ponctuel de la valeur de 500 mg/m²/j relevé lors de la campagne n°14 sur les jauges n°1 et n°2 ne remet pas en cause l'objectif de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante.</p> <p>Ce dépassement ponctuel est expliqué par l'exploitant par des conditions météorologiques exceptionnelles sur la période considérée (épisode de retombées de poussières du Sahara).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Niveau d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2021, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, production annuelle moyenne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté n°2016-370 C/PC du 05 octobre 2016 sont remplacées par les dispositions suivantes : À compter du 31 décembre 2020 et jusqu'au 31 décembre 2027, la quantité maximale de matériaux extraits est de 700 kt (kilotonnes) pour une production annuelle moyenne de 100 kt.</p>
<p>Constats : La déclaration GEREP et le bilan annuel 2021 font état d'une quantité maximale de matériaux extraits de 55 000 tonnes pour une production annuelle moyenne autorisée de 100 000 tonnes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet